

Ceux qui l'ouvrent à Lens (et ailleurs)**Edito**

Si ouvrir une école c'est fermer une prison, ouvrir un musée doit également contribuer à accroître ce qui nous libère au moins dans nos esprits et nos paroles. C'est en tout cas à Lens le jour de l'inauguration du Louvre qu'Aurélie Filippetti a décidé de l'ouvrir sur la situation de Florange avec un ton qui dénote avec celui dramatiquement plus mollasson du gouvernement : *"Il n'y a pas de confiance dans Mittal. Cela fait quatre ans que je suis aux côtés des salariés d'Arcelor-Mittal et que l'on voit que la parole de cet industriel ne vaut rien"*.

Lorsque l'on laisse l'industrie aux mains du marché le résultat est toujours le même, la nature et les lieux de productions sont déterminés en fonction de critères financiers de manière totalement déconnectée des besoins des populations et des coûts sociaux et environnementaux qu'ils entraînent. La main d'œuvre est jetable et malheur à ceux qui, en Lorraine, dans le Nord-pas de Calais ou ailleurs ne sont pas suffisamment « modernes » pour anticiper la « mutation » d'une société industrielle en une société de service.

Des paroles aux actes

Ce 4 décembre 2012 à Lens, la Ministre de la Culture n'était pas la seule qui avait décidé de l'ouvrir. Une centaine d'archéologues est venue lui rappeler qu'au sein de son ministère, les mêmes logiques mercantiles prédatrices de droits sociaux et d'intérêt général avaient cours et qu'il était urgent d'y remédier. Partout en France, des centaines d'archéologues ont fait la démonstration de leur détermination à faire bouger les choses (lire P 2). Les moyens financiers (lire P 3) et humains alloués à l'archéologie préventive ne doivent plus donner le sentiment que Lakshmi Mittal est ministre de la culture.

Déprécier l'Inrap, renforcer les SRA, en finir avec l'archéologie marchande, Aurélie Filippetti a désormais l'opportunité de démontrer que si ces prises de positions à Saint-Remy-de-Provence ou à Lens sont louables, elle est également capable d'agir en cohérence avec son discours. De notre côté, nous continuerons d'agir pour qu'un jour « *la Liberté guidant le peuple* » au Louvre-Lens puisse avoir comme écho une création allégorique contemporaine au musée lorrain de Pompidou-Metz et qui pourrait s'intituler « *le courage guidant la politique culturelle* ».

Actualité Une centaine d'archéologues de l'Inrap s'invitent à l'inauguration du Louvre-Lens

Aurélie Filippetti, ministre de la Culture et de la Communication, était l'invitée le 4 décembre du 7 /9 de France Inter en direct de la Maison du Projet pour l'inauguration du Louvre-Lens. Une centaine de personnels CDD et CDI de l'Institut National de Recherches d'Archéologiques Préventives (Inrap) venus des 4 coins de la France, dans le cadre du préavis de grève de ce jour, se sont invités à l'émission de France Inter.

Outre la question adressée par un agent CDD de l'Inrap à la ministre retransmise en direct sur les ondes, les personnels en grève l'ont interpellée à la fin de l'émission. Aurélie Filippetti a accepté de les rencontrer avant d'aller rejoindre le Président de la République pour l'inauguration. L'entretien a eu lieu dans une petite salle, en présence de son conseiller Patrimoines. Sans répondre dans le détail, la ministre a entendu les revendications des personnels et a tenu à rappeler son soutien déterminé au Service Public de l'archéologie et en particulier à l'Inrap. Elle a indiqué ne pas avoir encore eu le temps de prendre connaissance des résultats de la réunion de négociation de la veille. Toutefois, elle a précisé qu'elle allait dès son retour à Paris prendre en main le dossier avec ses conseillers sur les sujets de la précarité, de son traitement à l'Inrap et du budget primitif 2013.



À la suite de cet entretien d'une quinzaine de minutes, le conseiller Patrimoine est resté dialoguer deux heures avec les agents et l'échange s'est prolongé avec lui de manière informelle pendant toute la matinée. Il a écouté le détail de ce que subissent les agents précaires de l'Inrap, des cas ont été exposés qui montrent toute la brutalité de la gestion faite par la direction générale de l'Inrap. Le conseiller Patrimoines s'est engagé à la tenue d'une réunion dans les tous prochains jours sous l'égide du ministère, entre les organisations syndicales et la direction générale de l'Institut pour régler les problèmes soulevés par le traitement des précaires à l'Inrap.

nouveau exprimé la nécessité de porter ce nombre à 200 et qu'il faut que cela soit de la résorption de la précarité basée sur l'ancienneté des personnels concernés.

Le problème du budget diagnostic en baisse pour 2013 a aussi été abordé. Il a été rappelé par les agents qu'on ne pouvait se satisfaire d'un budget au niveau de celui de 2004. Il a déclaré bien comprendre les difficultés que pouvait poser un tel budget dans une année charnière pour le dispositif d'archéologie préventive (réforme envisagée) et que cela serait rediscuté au sein du cabinet et avec la ministre.



La commission du livre blanc a aussi été évoquée. Les agents ont émis des doutes sur les propositions qui pourraient sortir de cette commission. La discussion a porté également sur la nécessité d'arrêter l'hémorragie des emplois dans les SRA.

Cette action qui constitue le point d'orgue de la journée de grève de ce 4 décembre ne doit pas occulter toutes les mobilisations et les actions qui ont eu lieu partout en France.



Concernant le plan de la résorption de la précarité, il a réitéré que le nombre de 160 postes est un engagement politique fort. Les agents ont de

Cette journée marque clairement la détermination des personnels du service public à défendre leurs missions, leurs emplois et à se faire entendre dans la perspective de la réforme prévue du dispositif d'archéologie préventive.

Communiqué intersyndical (CGT/SUD/FSU/CNT) du 4 décembre 2012

Lien pour télécharger la compilation des communiqués des régions :

http://www.cgt-culture.fr/IMG/pdf/Compilation_communique_des_regions.pdf

Conseil d'administration : la CGT vote contre le budget Inrap 2013 faute de moyens suffisants et d'une permanence de la précarité

En 2013, l'archéologie préventive n'aura toujours pas trouvé un financement stable et correspondant aux besoins. Et ceci malgré le vote de l'augmentation de la RAP à 122 millions d'euros, 10 millions d'euros de subvention du ministère de la Culture et une discrétion du ministère de la recherche en matière budgétaire qui interroge. En matière d'emploi, 4,5 ETP sont supprimés par rapport à 2012. Bilan des courses : un budget diagnostic en baisse de 10 000 jours homme et un niveau de précarité qui reste élevé.

2013 : un millésime de fiscalité archéologique

En effet l'année prochaine, trois dispositifs fiscaux dédiés au service public de l'archéologie doivent coexister, ce qui ne signifie pas pour autant que nous allons avoir plus de moyens....bien au contraire. Les informations du ministère des finances et de la culture sur le sujet sont discrètes ...

► la RAP "filière DRAC" qui, aux dernières nouvelles, permettrait un rendement d'une quarantaine de millions d'euros.

► la RAP "filière DDE" qui connaît des difficultés de rendement cette année et qui est en voie d'extinction. Son rendement ne nous a pas été communiqué pour 2013

► la 3^e RAP, qui devrait surgir de terre en mars prochain en monnaie sonnante et trébuchante, est adossée à la taxe d'aménagement. Son rendement n'est pas communiqué par le ministère des Finances.

122 millions € votés à l'Assemblée nationale ...

Pour 2013, le montant de ce "groupe" de RAP s'élèverait à 122 millions d'euros, après le vote au Parlement de l'amendement du gouvernement d'élargir l'assiette de la RAP. Ce montant inclus le financement du Fonds national d'archéologie préventive et les diagnostics réalisés par les Collectivités territoriales.

.... 83 millions € en réalité

La réalité semble beaucoup plus confuse et riquiqui. Le rendement de la RAP est estimé par les tutelles à 83 millions d'euros pour l'année 2013, soient 52 millions d'euros pour le financement des diagnostics, valorisation et recherche à l'Inrap. Le ministère de la Culture allouera une subvention exceptionnelle de 10 millions d'euros.

Les 30 % restant de la RAP sont destinés au FNAP.

Une conséquence de la baisse des dépenses publiques

Faute d'un financement public à hauteur des engagements politiques, l'Institut est sommé de trouver pour la construction de son budget primitif des financements ailleurs, sur ses ressources propres, et donc dans le domaine des opérations de fouilles archéologiques, mis en concurrence depuis la loi de 2003.

► C'est donc le prix des fouilles qui se substitue à la baisse de financement public issu de la RAP, le subventionnement du ministère de la Culture ayant déjà compensé une partie de l'insuffisance de rendement de cette dernière ; quant au ministère de la recherche, il persiste à ne pas allouer des moyens substantiels à l'Institut et ceci depuis de nombreuses années, ce qui est dommageable pour l'exercice des missions de l'Inrap.

Concrètement, and the winner is :

► Budget diagnostic de l'Inrap : au conseil d'administration, la CGT a fait remarquer qu'une baisse de 12,5 % des moyens alloués au diagnostic en jours homme par rapport à 2012, et 16 % depuis 2010, présentait un risque majeur pour l'ensemble du dispositif de la protection patrimoniale. Cette baisse repose sur des allégations de baisse de prescriptions dont nous n'avons aucune communication. La réalité est un défaut de financement public.

► l'enveloppe diagnostic est limitée à 68 000 j/h, dont 60 000 en j/h pour les diagnostics d'opérations courantes, le reste est pour les grands travaux.

► Ce sont ces opérations courantes, très liées à la politique de prescriptions des services de l'Etat, qui est attaquée de plein fouet ; ces opérations permettent d'approfondir et de pérenniser les études sur des territoires entiers en zones urbaines, périurbaines ou rurales, d'améliorer la connaissance de la construction des territoires et des réseaux. Ce sont aussi ces opérations qui coûtent le plus cher, c'est pourquoi, elles n'ont pas la cote auprès des gestionnaires qui nous dirigent. Ce sont aussi ces opérations qui maintiennent les équipes en place sur leurs territoires d'étude là où la continuité scientifique est possible.

► Bref, c'est un très mauvais choix fait par le ministère de la Culture que d'autoriser ce genre de pratiques.

Suite page 4



Le Droit des agents

Conseil d'administration : la CGT vote contre le budget Inrap 2013 faute de moyens suffisants et d'une permanence de la précarité (suite)

► Il faut bien reconnaître que les tutelles ont lâché les petits aménageurs qui, à n'en pas douter, vont trouver à s'occuper en 2013 au Sénat quand la réforme du Code du Patrimoine sera inscrite à l'ordre du jour au Parlement.

Mais faute de moyens, ce sont aussi ces petits aménageurs qui verront à nouveau, le risque est majeur, les files d'attente de diagnostics s'allonger car les Collectivités Territoriales en charge de diagnostic verront aussi leurs moyens en baisse, faute de rendement de la RAP. Elles auront la plus grande difficulté à réaliser les diagnostics et l'Inrap, en charge de la continuité de l'Etat, ne pourra assurer cette continuité, faute de moyens.

► L'année 2013 ouvre des perspectives de luttes fondamentales !!

► De plus, alors que la construction budgétaire entre les diagnostics et les fouilles s'établit à un rapport de 30-70, normalement, le BP 2013 est construit sur un rapport de 26-74, soit 1500 hectares de diagnostics en moins pour 2013 et une estimation de 70 fouilles en moins pour les années suivantes.

A ce titre, pour éviter une crise sociale, l'Inrap a prévu une réserve de 8 000 j/h pour les fouilles car la demande serait très forte en 2013 mais pas pour longtemps...

Il manque 5 millions d'euros sur le budget 2013 pour être à hauteur des moyens de diagnostics de 2012.

► Pour les opérations de fouilles, les moyens alloués sont en augmentation et sont la suite logique de la politique gouvernementale déclinée au sein du ministère et qui consiste à recourir aux ressources propres en compensation des pertes de financement public.

Avec 192 000 jh, dont 8 000 jh de réserve, de moyens alloués aux fouilles, ce sont près de 22 % des moyens qui sont fléchés sur les opérations de fouilles "grands travaux". Sans oublier que tout cela reste une construction budgétaire basée sur une prévision et qu'avec près de 42 000 jh consacrés aux fouilles "grands travaux", les tutelles et l'Institut doivent réfléchir à la sortie de la phase fouille "grands travaux" si le ministère veut que la protection du patrimoine archéologique est encore un sens dans ce pays.

► Dans ce contexte, la baisse du plafond d'emploi à un niveau de 2095 ETPT, dont 342 ETPT précaires, est une contrainte supplémentaire sur les missions de l'établissement et n'est absolument pas opportune.

► Ce qui est très opportun est la lutte pour résorber la précarité !

ETPT	BP 2013	BP 2012	CF 2011	BP 2011	CF 2010	CF 2009	CF 2008	CF 2007
CDI	1753	1753	1748,8	1753	1752,2	1708,7	1701,5	1542,1
CDD	342,5	344	236,4	198	196,8	309,3	251,9	353,7
CDA	0	3	37,1	159	164,3			
Total	2095,5	2100	2022,3	2110	2113,3	2018	1953,4	1895,8

Sources : Conseil d'administration, note de présentation du budget primitif (INRAP-DAF) et compte financier (INRAP-AC)

Jour de carence à l'Inrap ou comment accentuer encore plus cette injustice !

La mise en place du jour de carence, héritage du précédent gouvernement, mais confirmé par l'actuel... pénalise les personnels qui ont la malchance de tomber malade ! Mais à l'Inrap, si vous avez eu des difficultés de santé à plusieurs reprises ou à répétition la note en fin d'année peut s'avérer extrêmement salée ! Sympa pour les fêtes ! C'est ainsi que de nombreux agents se sont vus dégrèver plusieurs centaines d'euros sur la paye de novembre, histoire de leur rappeler que lorsque l'on est malade dans l'année et bien vous avez le droit avec vos proches et vos enfants à un Noël de m... !

Le jour de carence c'est :

« Le père n'est pas passé, non pas parce que tu n'as pas été sage mon petit, mais parce que maman ou papa à une eu des problèmes de santé importants cette année ! »

■ Bulletin d'adhésion au SGPA CGT-Culture décembre 2012

■ Nom : Prénom :

■ Adresse : Région :

■ Tel : Email : INRAP SRA Autre :

■ A retourner à CGT-Culture, 12, rue de Louvois, 75002 PARIS - email : sgpa.cgt-culture@culture.gouv.fr

■ Tel : 01 40 15 51 86 - Fax : 01 40 15 51 77 - internet : <http://www.cgt-culture.fr> 4